



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article242>

Suite de l'Interview accordée par le président Mohamed Ould Maouloud à l'Eveil Hebdo

- Le parti - Interviews -



Date de mise en ligne : dimanche 3 juin 2007

Union des Forces de Progrès

Mohamed Ould Maouloud à l'Eveil Hebdo (Suite) : "Si nous n'avons pas eu les résultats escomptés c'est parce que l'électorat n'a pas été convaincu et n'a pas eu accès à notre discours comme il se doit"

E-H : Il existe aujourd'hui un débat au sein de votre parti par rapport à la position du parti face au pouvoir, pouvez-vous nous la situer ? **M.O.M :** je vais vous dire que normalement quand on n'est pas au pouvoir on est à l'opposition, donc nous sommes à l'opposition. Ensuite on doit se poser la question : on s'oppose à quoi ? Maintenant on est en droit de s'opposer à un programme, à une politique, et sur ce plan nous ne savons pas encore exactement sur quoi nous allons nous opposer. Parce que le gouvernement n'a pas encore déclaré la politique qu'il entend suivre. Le candidat a fait un discours d'investiture et d'orientation qui recoupe l'essentiel des préoccupations des partis de l'ex-opposition, donc nous ne pouvons pas dire que nous nous opposons à l'orientation qu'il entend donner à la politique gouvernementale. Comment le gouvernement va mettre en œuvre cette orientation, peut-être qu'en ce moment là nous allons trouver matière à opposition. D'autre part, il y a la question des forces politiques qui ont d'autres projets, en tout cas un projet concurrent ou un projet rival : c'est le bloc du Mithaq ou l'alliance du Mithaq qui représente le pouvoir d'avant le 03 août auquel nous nous opposons. Nous la suspectons de vouloir rétablir l'ancienne façon de gouverner le pays à laquelle nous nous opposons. Mais depuis la constitution du nouveau gouvernement nous avons l'impression qu'eux aussi sont à l'opposition. A partir de là la situation devient un peu compliqué. Le camp auquel nous nous opposons est à l'opposition. Nous-mêmes, ne sommes pas au gouvernement, mais nous n'avons pas la certitude qu'il va suivre une politique qui soit clairement dans le sens de ce que nous souhaitons, alors c'est ça toute l'ambiguïté de la situation. Nous ne sommes pas au gouvernement donc nous sommes dans ce cas voués normalement à jouer un rôle d'opposant. Mais nous n'avons pas clairement un adversaire qui a déclaré son opposition et qui a déclaré son hostilité à notre projet politique, pour nous mettre à l'aise. Nous n'avons pas non plus cette disponibilité au compromis et à l'alliance qui aurait pu aussi nous mettre dans la situation de partie prenante au gouvernement. Voilà où nous en sommes. Je peux vous dire que si nous sommes à l'opposition cela sera une opposition prête à collaborer au règlement des problèmes qui se posent et surtout les dossiers épineux qui vont être des dossiers prioritaires auxquels le gouvernement va se confronter. Et que s'il arrivait même que nos adversaires politiques soient au gouvernement nous aurons la même position, à plus forte raison s'ils connaissent le même sort que nous, qu'ils sont à la marge, nous sommes toujours prêts à ce qu'il y ait une entente nationale au moins pour le règlement de ces dossiers.

E-H : Certains de vos cadres vous reprochent également la gestion de la campagne présidentielle durant laquelle ils auraient été écartés, que leur répondez-vous ? **M.O.M :** Je ne suis pas au courant de cadres qui nous reprochent de les avoir écartés. Et à quel niveau ils auraient été écartés ?

E-H : Nous avons reçu à notre rédaction une réflexion d'un de vos cadres en l'occurrence M. Diaw qui disait qu'il y avait des cadres qui avaient été écartés, c'est peut-être pour cela que vous n'avez pas eu les résultats escomptés ? **M.O.M :** Non, je ne pense pas que si nous n'avons pas eu les résultats escomptés que c'est parce que des cadres ont été écartés. C'est donner trop d'importances aux rôles de certains cadres. Si nous n'avons pas eu les résultats escomptés c'est parce que l'électorat n'a pas été convaincu et n'a pas eu accès à notre discours comme il se doit. Le comportement de l'électorat doit être analysé de façon beaucoup plus fine afin d'en tirer toute la raison. Maintenant, évidemment les militants dans une campagne ont des valeurs inégales mais de toutes les façons ils sont tous importants. Personne n'a été écarté. D'ailleurs une campagne présidentielle c'est une campagne ouverte, chacun peut mener sa campagne s'il le souhaite tellement c'est ouvert, parce que ce n'est pas circonscrit à une limite déterminée. C'est une quête à l'électeur, chacun est libre de mener sa quête à l'électeur, par sa méthode si c'est une organisation, par son approche particulière si c'est une initiative autonome, par son expérience si c'est un parti, un candidat à l'élection présidentielle il y a tout un monde qui le soutient. Lui-même il n'intervient pas dans l'organisation de l'action de tout ce qui lui apporte leur soutien, chacun est libre dans ce qu'il fait donc le parti a déployé tous ces efforts par ses militants, par ses cadres mais il y a aussi des initiatives autonomes, des individualités et des courants. Donc personne ne peut dire qu'il a été écarté, et d'ailleurs personne ne peut écartier personne.

E-H : Après vos résultats à l'élection présidentielle qui n'étaient pas fameux, n'était-il pas plus judicieux de convoquer un congrès extraordinaire, pour opérer certains changements de fond ? **M.O.M :** Bon d'abord, nous nous disons que les résultats que nous avons eus ne sont pas au niveau de nos attentes, ça c'est en termes absolus. Mais sur le plan de l'évaluation qualitative nous disons que ce n'est si mauvais que ça. C'est-à-dire que l'influence du parti s'est élargie considérablement à l'occasion de cette campagne électorale. Nous n'avions jamais présenté autant de listes, parce qu'aux élections de novembre on s'est présenté pratiquement dans une quatre-vingtaine de circonscriptions. Pour cette fois notre discours, notre présence s'est manifestée dans toutes les communes de Mauritanie à l'échelle nationale. Nous avons eu des voix et des soutiens de partout, ça c'est une avancée considérable pour un parti politique. Deuxièmement, nous avons pénétré tous les milieux alors que nous étions circonscrits avant que dans certaines zones, dans certaines localités et dans certains milieux. Donc qualitativement notre résultat est extrêmement important. Si vous voyez le nombre de voix que nous avons recueilli au Hodh oriental où nous étions complètement absents, vous verrez que l'influence du parti s'est élargie considérablement. Notre discours a été connu partout, le candidat lui-même que je suis, était inconnu du grand public. C'est la première fois, que je me présente dans une élection, donc aujourd'hui nous pouvons considérer qu'en Mauritanie nous sommes connus. Les gens savent plus maintenant quel est notre discours, quelle est notre approche des problèmes, ça c'est extrêmement important, donc sur le plan qualitatif, nous avons eu un gain politique considérable que nous entendons fructifier. Le chiffre absolu, notre résultat électoral ne doit pas cacher cette réalité, la crédibilité du parti est aujourd'hui plus considérable que jamais. Même si beaucoup de gens et c'est d'ailleurs ça le problème que nous devons régler à l'avenir, beaucoup d'électeurs dans beaucoup de milieux considèrent que voilà un parti crédible, voilà un candidat crédible mais ils ne votent pas pour nous. C'est un peu l'ambiguïté de la situation où nous sommes, il nous faudra transformer la sympathie très large dont nous jouissons dans le pays en acte électoral positif et c'est cela l'enjeu nouveau que nous aurons à régler. Mais sur le plan politique nous sommes en meilleure position qu'avant, nous sommes face à une situation qui nous permet d'envisager l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Cependant nous sommes aussi très conscients des lacunes qui sont apparues durant cette période et les échecs. Notre principal échec c'est au niveau de la vallée parce que là nous avons une base stable qui s'est dérobée sous nos pieds, pour des raisons que nous devons analyser profondément. Parmi ces raisons il y a une partie dans notre façon à nous de faire, de notre approche et il y a une autre partie qui relève très certainement d'un contexte général. Je sais que lorsque l'électorat se comporte d'une telle manière, le candidat ne doit s'en prendre qu'à lui-même et non à l'électorat. Actuellement nous sommes en train d'analyser notre expérience, mais en même temps nous considérons que l'électorat s'est comporté de cette manière en partie à cause d'une situation créée par le régime de transition. Le CMJD a eu un comportement qui a poussé au désespoir l'électorat négro-africain. Parce que le 03 août 2005 on a renversé un régime qui était responsable de toutes les épreuves qui ont été connues par cette communauté durant la période des années 89 et 90. Au lieu d'opérer un changement quelconque par rapport à ce dossier, il y a eu un blocage et la continuation de la même politique qu'avant. Moi-même j'ai discuté à quatre reprises avec le président du CMJD pour lui demander de prendre des mesures pour commencer à donner l'espoir aux familles des victimes et à ramener les déportés, qu'il n'y a plus d'obstacle, plus de problème et qu'il y a un consensus national sur la question. Mais je me suis retrouvé devant un mur. Evidemment, cette situation a fait naître un désespoir chez le commun des gens. Durant la campagne électorale, la réaction de l'électorat était une réaction de révolte contre ce blocage avec le sentiment que personne ne veut régler leur problème. Pourtant ce n'était pas le cas, il n'y jamais eu une situation politique où les conditions étaient aussi réunies pour régler ce problème durant cette période. Parce qu'il y avait justement un consensus national au niveau de tous les partis politiques même de l'ancienne majorité pour régler ce problème. Mais l'électeur négro-africain moyen il ne voit que le gouvernement et il voit que ce dernier ne fait rien, que la situation est bloquée. C'est cette situation qui a créé chez lui une envie de réagir pratiquement contre la classe politique, il pense que personne ne se préoccupe de son problème donc il a fait un vote pour s'affirmer et affirmer son mécontentement. C'est donc ce qui s'est passé, c'est comme ça qu'il faut le lire, il y a eu un ratage ou un décalage entre une réalité contre laquelle l'électeur négro-africain proteste et qui est le déni de droit qui est fait par le CMJD et l'attitude des forces politique en général et de l'UFP en particulier qui était pour la solution des problèmes en consensus. En réagissant à l'une il a marginalisé l'autre. Mais je pense en tout cas pour l'UFP que c'est totalement réversible, il y a eu maldonne, il y a eu mauvaise communication des discours sur la position de l'UFP. D'ailleurs des échos me parviennent d'un regret de ce vote protestataire qui est mal informé. Ce qui nous permettra de réajuster notre approche de la question pour l'avenir, je suis tout à fait confiant sur ce plan.

E-H : Quelles sont les mesures prises par votre parti pour reconquérir cet électorat ? M.O.M : Notre parti entend bientôt entreprendre une campagne de contact avec toutes nos bases pour les remercier d'abord et ensuite pour les éclairer sur la situation actuelle. Enfin pour mettre en place de nouvelles structures parce que vous savez que les campagnes électorales ont désorganisé totalement le parti sur le plan structurel, et surtout ont créé une situation organisationnelle nouvelle parce qu'il y a beaucoup de nouveaux adhérents qui réclament des cadres d'insertion. Donc tout cela nous impose une réorganisation générale du parti que nous sommes actuellement entrain de planifier.

Propos recueillis par Birome Guèye et Massiré Diop